

Évaluation de la compétitivité de l'industrie marocaine par la spécialisation dans les Métiers Mondiaux du Maroc

[Assessment of the competitiveness of Moroccan industry through specialisation in Moroccan Global Trades]

Mohammed AL ASSIMI

Enseignant chercheur, Laboratoire des Sciences Economiques et Politiques Publiques, Ecole Supérieure de Technologie, Université Ibn Tofail-Kenitra, Morocco

Copyright © 2024 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The efforts that have been made in Morocco within the framework of the Emergence Plan and the National Pact for Industrial Emergence are worth noting given the dynamics that have been triggered, and the measures brought by these plans to Moroccan industry, namely the approach to approach to Morocco's Global Trade. However, the analysis of competitiveness that we implemented during the period 2005-2014 shows that this relates to a few sectors (automobiles and aeronautics) and this was not the case for others: industrial sectors. However, the results obtained from the analysis of the main competitiveness indicators of these sectors reveal mixed performance of the industrial sectors. This also confirms that the measures adopted did not generate the expected effects, particularly in the implementation of a sustainable and efficient industrial development model capable of contributing effectively to improving the international competitiveness of Morocco such as sustained performance achieved by countries which were at the same industrial development level as that of our country. It is therefore necessary to question the determinants of this low competitiveness of the industry.

KEYWORDS: Industrial policy, Specialization, International competitiveness.

RESUME: Les efforts ayant été accomplis au Maroc dans le cadre du Plan Émergence et du Pacte National pour l'Émergence Industrielle durant ces dernières années, méritent d'être relevés compte tenu de la dynamique qui a été déclenchée, et des mesures apportées par ces plans à l'industrie marocaine, particulièrement, l'approche de la spécialisation dans les Métiers Mondiaux du Maroc. Or, l'analyse de la compétitivité que nous avons menée durant la période 2005-2014, démontre que cette dynamique ne concerne que quelques secteurs (l'automobile et l'aéronautique), et n'a pas été le cas pour d'autres secteurs industriels. Cependant, les résultats obtenus de l'analyse des principaux indicateurs de compétitivité des secteurs, font révélés des performances mitigées des secteurs industriels pris dans sa globalité. Cela, confirme que les mesures adoptées n'ont pas engendré les effets attendus, notamment dans la mise en place d'un modèle de développement industriel durable et performant capable de contribuer efficacement à l'amélioration de la compétitivité internationale du Maroc à l'instar des performances soutenues enregistrées par des pays qui étaient, dans un moment proche, au même niveau de développement industriel que notre pays. Il s'avère nécessaire, par conséquent, de s'interroger sur les déterminants de cette faible compétitivité de l'industrie.

MOTS-CLEFS: Politique industrielle, Spécialisation, Compétitivité internationale.

1 INTRODUCTION

D'un point de vue théorique, ils existent des sous-bassement forts qui nous laissent à penser que la politique industrielle peut jouer un rôle important dans la promotion de développement industriel d'un pays. Il y a assurément des cas où la politique industrielle a joué ce rôle. Mais ce qui il faut retenir, c'est la bonne conduite de cette politique. La politique industrielle a été couronnée de succès dans le cas où les décideurs politiques, qui l'ont mise en œuvre, soit ont souhaité un décollage industriel, soit ont été forcés de s'engager dans cette voie en raison des incitations engendrées par les institutions politiques (Robinson James A, 2010).

Cela, nous amener à s'interroger sur la compétitivité de l'industrie marocaine et la pertinence de la nouvelle politique industrielle, durant la période 2005-2014, qu'a été marquée par la mise en place du Plan Émergence en 2005 et du pacte national pour l'émergence industrielle (PNEI) en 2009 d'une part et l'entrée en vigueur des accords de libre-échange, notamment, l'accord d'association Maroc et l'Union Européenne, d'autre part.

Aussi, de déterminer les facteurs qui encouragent et/ou ceux qui entravent la compétitivité de l'industrie marocaine, à travers l'approche sectorielle de la stratégie industrielle marocaine en comparaison avec quelques expériences aussi bien des pays développés que des pays émergents. A travers une analyse empirique et un bilan du programme émergence, notamment, à travers les principales grandeurs économiques et une analyse sectorielle, principalement, des Métiers Mondiaux du Maroc (l'automobile, l'aéronautique, l'offshoring, l'électronique, l'agroalimentaire et le Textile et Cuir),

Par ailleurs, l'évaluation de la compétitivité de l'industrie dans le cadre de la nouvelle politique industrielle au Maroc, revient à mesurer la contribution de cette industrie au développement de l'économie nationale. À cet effet, divers indicateurs sont utilisés: Le taux de croissance annuel moyen de la production industrielle, de la valeur ajoutée, de l'investissement, de l'emploi, du chiffre d'affaire à l'export et la contribution des exportations, principalement des métiers mondiaux du Maroc.

Ainsi, l'analyse de la compétitivité de l'industrie marocaine nécessite l'étude de plusieurs paramètres, à savoir: le taux d'ouverture, le taux de pénétration, la structure des exportations, les produits dynamiques, les avantages comparatifs, la part de marché du Maroc (MMM) en comparaison avec un échantillon des pays concurrents, la demande étrangère adressée au Maroc...etc. Et également une analyse de l'effet compétitivité: la compétitivité-prix, la compétitivité-cout et la compétitivité-Qualité.

En effet, nous cherchons à travers cet article de voir dans quelle mesure la nouvelle approche de la politique industrielle mise en œuvre au Maroc ces dernières années a contribué au développement de la compétitivité de l'industrie Marocaine ? Cette stratégie industrielle qui vient de renforcer la compétitivité et la spécialisation de l'industrie est capable de faire face à la concurrence internationale et de s'insérer efficacement dans l'économie mondiale, tout en se spécialisant dans des secteurs porteurs où elle est compétitive ?

Pour répondre à cette problématique, le présent article sera décliné en trois axes: le premier présentera une évaluation des principales grandeurs économiques. Le deuxième analysera d'une manière détaillée la compétitivité des principaux secteurs de l'industrie marocaine (secteurs traditionnels et les nouveaux métiers mondiaux du Maroc). Tandis que le troisième, sera consacré à l'évaluation de l'industrie marocaine à travers d'autres indicateurs de la compétitivité (internationale).

2 POLITIQUE INDUSTRIELLE: CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

L'ensemble des débats sur la politique industrielle reste relativement vague sur la signification précise de ce concept. Bertrand Bellon et Jacques de Band (1988), définissent la politique industrielle comme étant « un ensemble de mesures explicites et sélectives prises par les pouvoirs publique pour agir sur les structures et les comportements industriels nationaux ou s'exerçant sur le territoire national, en vue d'améliorer les performances industrielles, localisées et/ou générales. Cette politique ne se limite pas à des actions à sens unique, elle suppose un mouvement interactif dissymétrique entre la puissance publique et les partenaires des activités de production et que souvent « les pays la font sans le dire pour demeurer en accord avec leur discours libéral ». Donc, nous pouvons noter que la politique industrielle peut prendre des formes très différentes. À notre époque, caractérisée par la mondialisation des économies, la politique industrielle ne peut être définie qu'à travers une vision universelle qui implique l'adaptation d'une économie nationale à la concurrence internationale. En effet, étant donné l'ouverture des économies sur l'extérieur, la pratique de la politique industrielle est devenue actuellement mondiale.

Ainsi, il n'existe pas de théorie scientifique, générale et complète du rôle économique de l'état qui intégrerait les diverses formes de son intervention dans une explication d'ensemble et permettrait de rendre compte de leurs effets dans l'économie globale. En revanche, à l'intérieur des grands courants théorique existants, certaines analyses portent sur l'opportunité d'une intervention des pouvoirs publics (Morvan, 1991).

Concernant la politique industrielle marocaine, l'interventionnisme des années soixante, qui avait pour objectif de doter le Maroc d'un système industriel ancré sur le marché intérieur, a montré ses limites et notre économie a été marquée par d'importants déséquilibres économiques et financiers. Cependant, les limites de la politique de substitution aux importations vont conduire à l'application d'une politique de libéralisation de promotion des exportations à partir années quatre-vingt dans le cadre du programme d'ajustement structurel. Cette stratégie de promotion des exportations traduit la volonté des pouvoirs publics d'amorcer une nouvelle dynamique industrielle au Maroc.

Par ailleurs, le choix de la promotion des exportations n'allait-il trouver que des applications limitées, liées à la valorisation des ressources agricoles ou minières suivis, grâce à des mesures de soutien, par des produits d'activités exportatrices de sous-traitance, notamment, l'industrie de Textile et Cuir. Ainsi, et suite au ralentissement de la dynamique d'ouverture au début des années quatre-vingt-dix et l'absence d'une politique industrielle après le PAS. La confédération générale des entreprises du Maroc a souligné dans ce sens l'absence d'une politique économique volontariste pour l'industrie marocaine au cours des années quatre-vingt-dix et a insisté sur l'importance du rôle que doit jouer l'état en tant que stratège, et « éclairer de développement », sur la nécessité de créer entre l'état et l'entreprise « une complicité et une connivence fortes » et sur l'importance d'une politique industrielle basée sur une vision cohérente et globale, avec des objectifs clairement définis à partir d'un diagnostic et d'une analyse, tenant compte des changements du contexte mondial et des accords de libre-échange que le Maroc a signés¹.

Cependant, durant les années deux mille, dans un contexte de mondialisation ou l'ouverture des économies est devenue incontournable. Un certain nombre de pays en voie de développement (PED) qui se trouvaient, à quelques exceptions près, sur la même ligne de départ, notamment le Maroc, ont essayé de décoller après avoir misé sur la promotion des exportations par la sous-traitance internationale. Or, la déprotection va se révéler contraignante pour les industries bâties dans le cadre de l'import-substitution. Ce qui va donner un coup de fouet aux importations marocaines, annuler le progrès réalisés par la politique de promotion des exportations, et rendre endémique encore une fois le déficit commercial.

Face à l'aggravation du déficit commercial, l'État va lancer à partir de 2005, une nouvelle politique industrielle, appelée « Plan Émergence » et en 2009 le Pacte National pour l'Émergence Industrielle qui représentent une nouvelle approche, basée sur l'accompagnement du secteur privé, essentiellement dans le cadre d'une nouvelle spécialisation à l'exportation des secteurs clés « Métiers Mondiaux du Maroc » pour un repositionnement stratégique sur l'échiquier international et à formuler une politique industrielle volontariste et ciblée sur ces moteurs de croissance, visant également à améliorer la compétitivité de l'ensemble du tissu industriel existant.

Notre méthodologie de travail s'appuie sur une démarche quantitative pour le traitement et l'analyse des données statistiques collectées pour analyser la compétitivité de l'industrie marocaine sur une période allant de 2005 à 2014 on adoptant une approche déductive qui va nous permettre de déduire un certain nombre de conclusions sur le niveau de compétitivité de notre industrie en égard des réformes qu'ont été adoptées ces deux dernières décennies, les facteurs déterminants de cette compétitivité, particulièrement, en termes de spécialisation sectorielle et géographique.

Ainsi, notre analyse empirique sera basée sur les indicateurs les plus utilisés dans les rapports d'analyse économique pour évaluer la compétitivité industrielle. Certains sont traditionnels et autorisent une lecture directe, comme la production industrielle, la valeur industrielle, l'investissement industriel, les exportations industrielles, l'emploi industriel, le chiffre d'affaire à l'export et le taux de croissance annuel moyen (TCAM). Par contre d'autre permettent une décomposition qui nécessite des interprétations plus complètes qui doivent recouvrir plusieurs variables, comme le calcul et la décomposition de la variation de la part de marché au niveau mondial qui est considérée comme l'un des indicateurs les plus importants pour mesurer le niveau de compétitivité des exportations marocaines. Car, les gains ou les pertes de parts de marché sont la résultante de plusieurs facteurs, à savoir: l'effet compétitivité (la compétitivité-prix, la compétitivité-cout et la compétitivité-Qualité), l'effet d'entraînement, composé de la spécialisation géographique et de la spécialisation sectorielle et l'effet d'adaptation à la demande mondiale.

En effet, l'analyse de la compétitivité de l'industrie marocaine nécessite l'étude de plusieurs paramètres, à savoir: le taux d'ouverture, le taux de pénétration, la structure des exportations, les produits dynamiques, les avantages comparatifs, la demande étrangère adressée au Maroc...etc.

¹ Selon un rapport d'analyse et de recommandations de la CGEM : « Pas de prospérité sans stratégie économique volontariste », Décembre 2000.

3 ANALYSE ET DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats obtenus au niveau de notre analyse des principales grandeurs et indicateurs de compétitivité de l'industrie marocaine, principalement, les Métiers Mondiaux du Maroc durant la période 2005-2014, démontre clairement que le Maroc n'a pas encore consolidé une véritable politique industrielle capable de surmonter les contraintes structurelles à son développement. Exception faite pour les secteurs de l'Automobile et d'une façon moins importante le secteur de l'Aéronautique. En effet, ce paragraphe portera sur une analyse globale des résultats obtenus et une analyse niveau sectoriel, principalement des métiers mondiaux du Maroc (MMM).

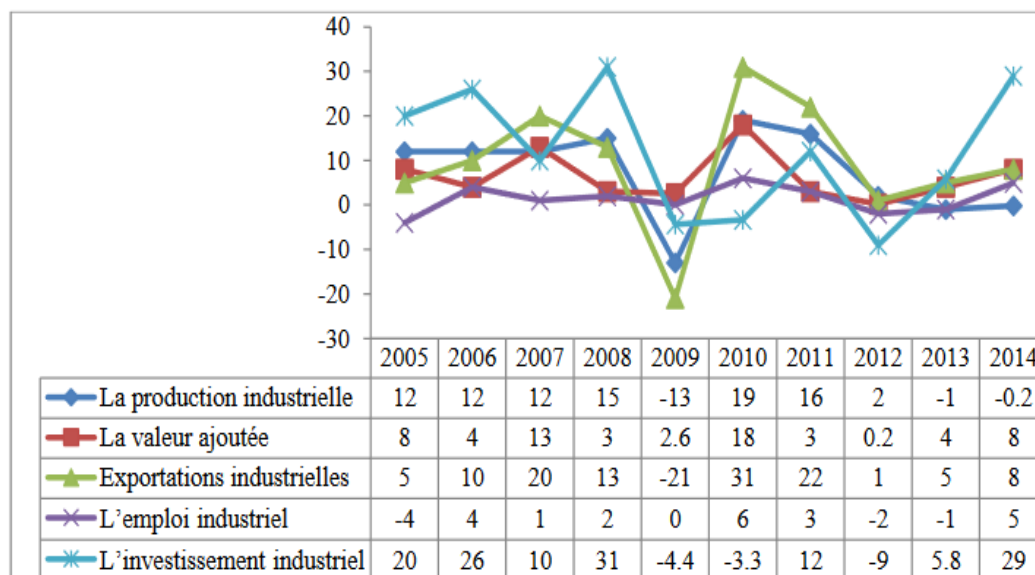


Fig. 1. Évolution des principales grandeurs économiques relatives aux industries de transformation entre 2005 et 2014 (En pourcentage)

Source: Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, élaboration de l'auteur.

3.1 ANALYSE ET DISCUSSION DES RESULTATS AU NIVEAU GLOBAL

La figure 1, montre que la situation industrielle au Maroc a connu, de manière générale, une évolution relativement positive durant la période 2005-2014, exception faite de l'année 2009, marquée par l'impact de la crise financière internationale. Or, ces résultats globaux tirés à travers l'analyse des principales grandeurs économique durant cette période restent mitigés et loin des objectifs escomptés. Au niveau des exportations industrielles, une croissance importante a été constatée durant cette période, et qui s'explique par le développement essentiellement des Métiers Mondiaux du Maroc, tirées principalement par la performance des industries chimiques et para chimiques (OCP), l'industrie automobile et l'industrie aéronautique. En contrepartie, une très forte croissance des importations (presque le double des exportations), ce qu'a entraîné une aggravation du déficit de la balance commerciale (non seulement en valeur absolue mais aussi en poids relatif) ²3% du PIB en 2005 contre 14,2% du PIB en 2015. Ce déficit est plus prononcé que dans d'autres pays émergents benchmarkés³. En 2014, il représente 11% en Tunisie, 8% en Inde, 5,1% en Turquie et 1% au Brésil.

Ainsi, le secteur industriel seul représente 60% du déficit global, traduisant une insuffisante d'industrialisation du Maroc au regard de ses besoins. Cependant, le déficit commercial du Maroc est synonyme de la difficulté de l'offre industrielle marocaine à se positionner sur le marché mondial, ce qui pose le problème de la compétitivité de l'offre marocaine.

Au niveau du marché domestique, la demande intérieure de biens et services est couverte de manière croissante par les importations, au détriment de la production locale qui croît moins rapidement. Ainsi, le taux de couverture de la demande

² Selon une étude menée par le cabinet Valyans Consulting pour le compte de la CGEM, 2014.

³ CGEM « Étude sur les leviers de la compétitivité des entreprises marocaines », Mars 2014.

intérieure par les importations est passé de 32% en 2005 à 45% en 2014. Ce fort besoin en importations peut s'expliquer d'une part par le décalage entre le profil de la production nationale, concentrée sur des produits à faible valeur ajoutée et les besoins nationaux, portant de plus en plus sur des produits sophistiqués à forte valeur ajoutée. D'autre part, la qualité des produits « made in Morocco » perçue comme moyenne par les consommateurs par rapport à la concurrence étrangère, puisque plus de 66% des consommateurs marocains jugent le produit marocain de qualité moyenne⁴.

Au niveau du marché international, en plus de la faible part du marché mondiale, on constate une stagnation de croissance sur la période 2005-2014. Cela démontre que l'offre marocaine n'a pas su tirer profit de la croissance des échanges mondiaux, à l'instar de pays tels que la Turquie (+0,25%) ou le Brésil (+0,38%). Cet état de fait est en partie dû à la faiblesse des échanges intra régionaux et à une diversification relativement faible des partenaires commerciaux (en 2014, 60% des exportations marocaines sont à destination de l'Union Européenne,) zone ayant connu une croissance économique limitée ces dernières années. Mais la stagnation des parts de marché internationales du Maroc s'explique surtout par la fragilité du positionnement de l'offre marocaine à l'export (elle est peu diversifiée: 38 familles de produits représentent 80% de nos exportations en 2011, contre 99 pour la Tunisie et 145 pour la Turquie)⁵ et principalement positionnée sur des produits à faible valeur ajoutée, segments sur lesquels la compétitivité-prix est déterminante. Or l'analyse comparative de la compétitivité-prix de l'offre Maroc sur quelques catégories représentatives de produits montre que le Maroc est généralement moins compétitif sur les prix que les pays comparables les plus performants: le différentiel de prix à l'export entre le produit marocain et le produit du pays concurrent le plus compétitif peut aller de 10% à 98% selon les produits et les secteurs considérés.

En ce qui concerne l'évolution de la production industrielle durant la période 2005-2014, notre analyse a fait apparaître une progression relativement faible depuis le lancement du Plan Émergence en 2005 (figure 1). Cette progression s'est confirmée avec le lancement de pacte national pour l'émergence industrielle en 2009, malgré la régression enregistrée en cette année même (2009), qui s'explique par l'impact de la crise financière internationale. Ainsi, l'analyse de la composition de la production industrielle par grands secteur durant la même période, fait ressortir une domination des secteurs de la chimie et parachimie (OCP) et l'agroalimentaire avec 68 % de la production total. Suivi par l'industrie métallique et mécanique (principalement le secteur de l'automobile et de l'aéronautique) avec 18%.

Parallèlement, la valeur ajoutée⁶ industrielle n'a pas évolué de manière significative, ni après le lancement du Plan Émergence 2005 ni après le lancement du PNEI en 2009. Le taux de croissance annuel moyen durant toute cette période est d'environ 7% par an. Cependant, la part de la valeur ajoutée industrielle du Maroc au niveau mondial reste faible entre 2005 et 2014 (0,10% à 0,11%), ce qui confirme la relative industrialisation de notre pays. Cela découle d'une part aux contraintes pesant toujours sur la productivité et qui sont liées, entre autres, à l'environnement économique des entreprises (ressources humaines, problématique de financement, matières premières). À l'instar de la composition de la production industrielle, la valeur ajoutée industrielle est dominée par les mêmes secteurs (la chimie et parachimie, l'agroalimentaire et l'industrie métallique et mécanique) avec plus que 84% de la valeur ajoutée industrielle totale en 2014.

Quant à l'investissement industriel, une progression insuffisante a été constatée durant cette période (un TCAM de 6%), et qui peut être s'expliquée par des contraintes d'ordre structurel qui continuent à handicaper son développement à l'image du foncier industriel qui constitue un véritable obstacle à l'investissement au point qu'il pousse des groupes étrangers à renoncer à leurs projets au Maroc.

Par ailleurs, la part de l'industrie dans les investissements directs étrangers a enregistré une progression notable et a continué à attirer les investissements directs étrangers. Principalement dans les Métiers Mondiaux du Maroc. Cela confirme l'intérêt manifesté par les investisseurs étrangers quant aux projets d'investissements industriels, principalement, ceux prévus dans le cadre du Plan Émergence.

Concernant l'emploi industriel, le nombre total des emplois créés par le secteur pendant dix ans est d'environ 115727 emplois seulement. Loin de l'objectif escompté par le plan émergence qu'a prévoyait la création de 220 000 emplois. Ainsi, son évolution durant cette période (2005-2014) se caractérise par une création d'emploi dans des secteurs et une perte d'emploi dans d'autres. En effet, un certain dynamisme d'emploi a été constaté au niveau des secteurs de l'automobile, de l'électronique et de

⁴ Sondage réalisé par la CGEM, DS marketing auprès de 1261 personnes représentatives de la population marocaine, 2009.

⁵ Étude de la DEPF en 2016.

⁶ La valeur ajoutée est définie comme la différence entre d'une part, le chiffre d'affaires et d'autre part, toutes les charges liées au processus de production telles que les consommations de matières premières, les achats de marchandises et autres charges externes de l'entreprise (hors masse salariale, impôts et taxes, frais financiers et charges exceptionnelles).

l'aéronautique, contre une perte d'emploi dans le secteur de textile. Cependant, l'emploi industriel total qui a été gagné en création d'emplois dans les secteurs dynamiques a été perdu dans les secteurs en repli.

Par ailleurs, notre évaluation de la compétitivité de l'industrie marocaine au niveau macroéconomique durant la période 2005-2014, a révélé une hausse du taux d'ouverture. Cette tendance vers l'ouverture est plus accentuée à l'importation qu'à l'exportation, ce qui se traduit par un déficit de la balance commerciale du pays sur toute la période.

En parallèle, une augmentation du taux de pénétration, passant de 30,3% en 2005 à 44% en 2014, ce qui se répercute sur l'industrie marocaine. Cette situation peut être expliquée par l'impact des accords de libre-échange que le Maroc a conclus, principalement, celui avec l'union européenne.

Aussi, une croissance de la demande étrangère adressée au Maroc a été constatée durant cette période. Ce qui nous interroge sur le degré de compétitivité extérieure de nos exportations et l'impact de l'orientation géographique du commerce extérieur. Cela est confirmé par la stagnation de la part du marché marocaine au niveau mondial (0,10% en 2005 à 0,11% en 2014).

3.2 ANALYSE ET DISCUSSION DES RESULTATS AU NIVEAU SECTORIEL

Après avoir présenté et interpréter les résultats obtenus de notre analyse des principales grandeurs économiques entre 2005 et 2014, on va aborder ci-dessous les résultats obtenus au niveau des principaux secteurs de l'industrie marocaine, principalement, ceux des métiers mondiaux du Maroc durant la même période.

3.2.1 SECTEUR DU TEXTILE ET CUIR

Les industries Textiles et Cuir constitue un secteur d'une grande importance pour l'industrie nationale, avec 1829 unités dont 682 entreprises exportatrices en 2014, et une contribution de 11% au PIB, 12,8% aux exportations industrielles, 6,1% à la production industrielle, 7,1% de la valeur ajoutée et un poids majeur dans les emplois industriels de 28,1% du total main d'œuvre dont 70% emploi féminin. En effet, dans le cadre de la nouvelle politique industrielle, le PNEI a prévu un cadre de développement du secteur de Textile et Cuir via l'implémentation de 15 mesures structurantes afin d'augmenter le potentiel de croissance du secteur à plus d'un milliard de dirhams de produit intérieur brut et la création de 32000 nouveaux emplois à l'horizon 2015. Ces mesures ont été conçues pour développer non seulement le marché à l'international mais également le marché local. Le développement de ce dernier devrait se faire sur la base de l'adoption de méthodes modernes de distribution et la conception de marques nationales susceptibles de capter la demande locale.

Par ailleurs, notre analyse des différents indicateurs du secteur durant la période 2005- 2014, révèle une régression de tous les indicateurs et enregistrent des performances négatives, et fait ressortir des résultats tout à fait contraire et reste trop loin des objectifs fixés par le plan émergence :

- Les taux de croissance annuel moyen de la production industrielle, de l'investissement, des exportations industrielles, de la valeur ajoutée et de l'emploi industriel durant cette période sont négatifs, soit respectivement de 0%, -4,1%, -0,1, -1,4% et -0,4%.
- Ainsi, qu'une chute des parts de toutes ces grandeurs économiques dans le total national entre 2005 et 2014: la production industrielle de 12,3% à 6,1%, l'investissement industriel de 12,2% à 2,2%, les exportations industrielles de 31,2% à 12,2%, la valeur ajoutée de 15,4% à 7,1% et l'emploi industriel de 40,2% à 28,1% durant cette période (Figure 2).

Cette régression du secteur du Textile et Cuir au cours de cette période (2005-2014) ne s'explique pas seulement par l'impact de la crise internationale, mais c'est toute une combinaison de maux que la crise a accentués.

Aussi, l'analyse de la structure de la part de marché marocain au niveau mondial durant cette même période a fait apparaître que le Textile et Cuir est un secteur en déclin, sa part de marché a baissé, passant de 0,61 % en 2005 à 0,52 % en 2014 (Figure 2).

Quant à l'analyse de l'effet compétitivité du secteur, elle a révélé une perte de sa part de marché durant cette période, qui peut être expliquée par des effets négatifs de spécialisation géographique de -0,053% et sectorielle de -0,052%, ainsi que par un effet compétitivité négatif de -0,041%.

En effet, la contribution négative de la spécialisation géographique trouve son origine dans la concentration des exportations du secteur du Textile marocain sur deux pays (la France et l'Espagne avec plus de 70% des exportations du secteur). Cette concentration a tendance à se renforcer avec la réorientation des donneurs d'ordres du Nord de l'Europe vers la Roumanie qui offre des coûts de production 30% inférieurs à ceux du Maroc.

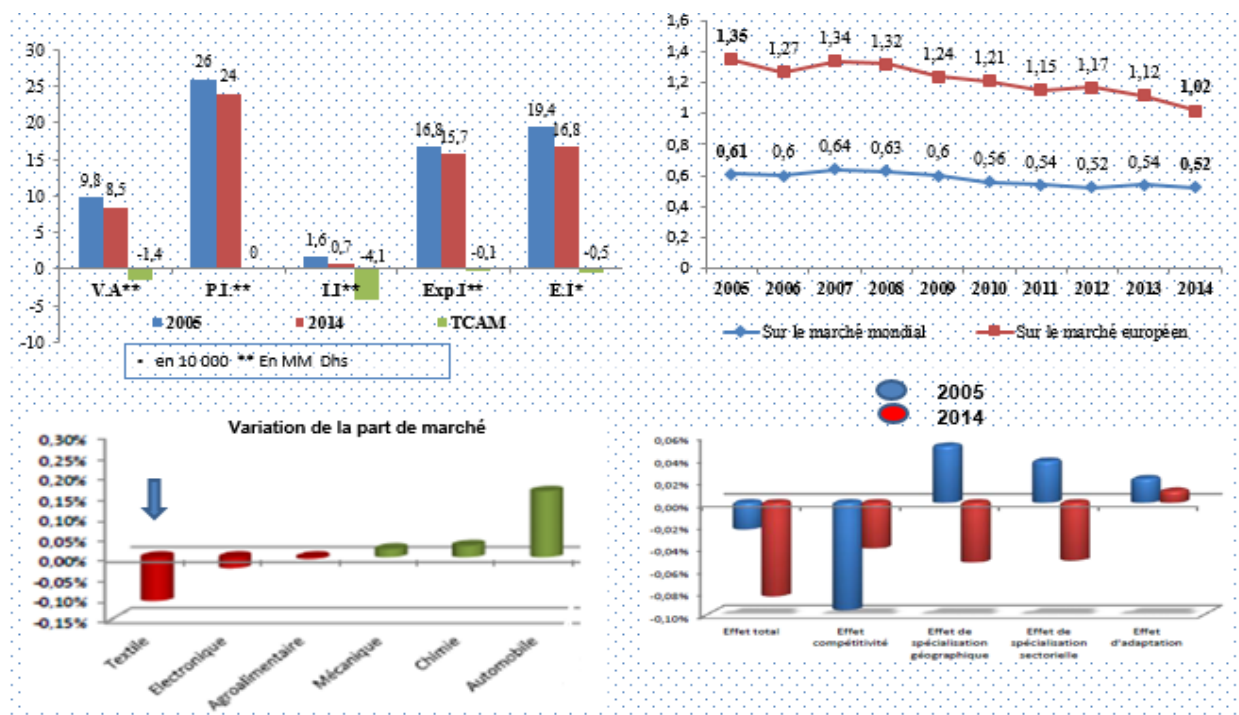


Fig. 2. Évolution des principales grandeurs économiques relatives au secteur de Textile au Maroc entre 2005 et 2014 (En pourcentage)

Source: Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, élaboration de l'auteur.

Par ailleurs, la compétitivité du secteur reste caractérisée par certaines fragilités. Il s'agit, notamment, de l'indisponibilité d'intrants sur le marché national et la forte concurrence du secteur informel, accentuées par un tissu d'acteurs fragile et vieillissant.

Il faut noter, également, que notre pays est fortement concurrencé par des pays asiatiques, comme la Chine, la Turquie, le Bangladesh et l'Inde qui détiennent des parts de marché respectives de 37,1%, 13,8%, 11,5% et 7,1% sur le marché européen de textile en 2014, au moment où les exportations marocaines de ce secteur ne représentent que 2,5% des importations de l'UE.

Il est à signaler que la croissance continue d'un nombre limité de grands groupes actifs au niveau mondial, ainsi que les grands noms de marques, a changé radicalement la nature de fonctionnement du marché international. Il est désormais dominé par les grandes entreprises qui peuvent organiser la chaîne de valeur afin de maximiser leur rentabilité.

3.2.2 SECTEUR DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

L'industrie agro-alimentaire est la deuxième branche industrielle au Maroc avec 2182 entreprises dont 274 entreprises exportatrices en 2014, représentant 22% du total des établissements industriels constitués principalement de PMI à hauteur de 95%⁷. En effet, la mise en place du Plan Maroc Vert et l'intégration de ce secteur dans la stratégie industrielle (plan émergence) démontrent la place stratégique qu'il occupe dans l'économie nationale. Ce plan a identifié les industries agroalimentaires en tant que secteur à fort potentiel de croissance, qui peut permettre au Maroc de mieux se positionner dans les échanges mondiaux et résister face à la montée en puissance des pays asiatiques.

Cependant, l'analyse de l'évolution de ce secteur à travers les principaux indicateurs de compétitivité pour la période 2005-2014, a montrée généralement une faible progression du secteur. Une régression de la production industrielle, de la valeur ajoutée et une chute des exportations industrielles, confirmée par leurs taux de croissance annuel moyen, respectivement de 6,5%, 5,2% et 2,6%. Or, une amélioration sensible a été constatée au niveau des investissements industriels et de l'emploi dans le secteur

⁷ Ministère d'industrie, de commerce et des nouvelles technologies « Tableau de bord industriel sectoriel », 2012.

(TCAM de 5%) durant la même période. Tandis que la part du marché mondial du secteur a baissée, passant de 0,37% en 2005 à 0,25 en 2014.

Par ailleurs, l'analyse de sa part de marché (effet compétitivité) a révélé une quasi-stagnation durant cette période (2005-2014). En comparaison avec la période 2000-2005, le secteur de l'agro-alimentaire a connu une perte de sa part de marché de -0,044%. Cette perte est liée aux effets de spécialisation géographique et aux effets de spécialisation sectorielle, enregistrant respectivement des taux de -0,046% et -0,037% sur la même période.

Les faibles résultats du secteur de l'agro-alimentaire peuvent être s'expliqués par différents facteurs, notamment, la composition du secteur qu'est assez disparate dont la mesure ou certaines activités sont caractérisées par un nombre très important des petites unités industrielles, relativement concentrées (industrie des farines, pâtisseries, lait, huiles de graines...etc.). Ainsi, certaines branches du secteur sont beaucoup plus orientées vers l'extérieur (fruits et légumes) alors que d'autres sont exclusivement orientées vers le marché intérieur (industrie des boissons, industrie des viandes, industrie laitière,...etc.)⁸.

À cela, s'ajoute la faible valorisation de la production agricole, qui pénalise le secteur face à une concurrence rude exercée par des pays de la méditerranée, notamment, l'Espagne et la Tunisie. D'où la mise en place d'un environnement favorable à l'agro-industrie est susceptible de stimuler l'investissement dans le secteur de l'agriculture primaire.

En fin, il est a signalé que les 50 plus importants groupes du secteur (nationaux et étrangers) assurent presque 55% de la production nationale.

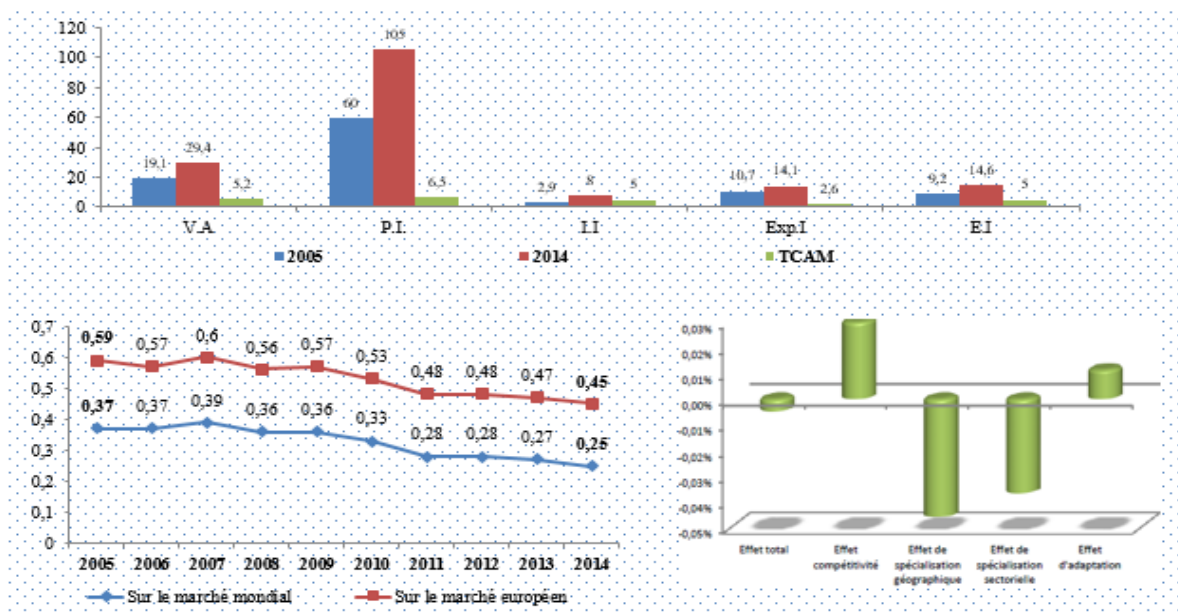


Fig. 3. Évolution des principales grandeurs économiques relatives au secteur de de l'Agro-alimentaire au Maroc entre 2005 et 2014 (En pourcentage)

Source: Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, élaboration de l'auteur.

3.2.3 SECTEUR DE L'AUTOMOBILE

Le secteur automobile est considéré comme l'un des secteurs clé du Programme Émergence. L'analyse des principaux indicateurs de compétitivité du secteur durant la période 2005-2014, a montré que le secteur a dégagé des performances de croissance importantes et des taux de croissance à deux chiffres de tous les indicateurs depuis le lancement de la nouvelle

⁸ Rapport de la DPEF « performances et perspectives du secteur de l'industrie agro-alimentaire au Marco », 2010.

politique industrielle au Maroc. Représentant un tissu industriel de plus de 152 entreprises réparties sur trois régions du pays: Tanger (43%), Casablanca (39%) et Kenitra (7%).

Au cours de cette période (2005-2014) le secteur a réalisé des performances remarquables en enregistrant une croissance significative, avec des taux de croissance annuel moyen soutenue en termes de valeur ajoutée (13,5%), des exportations industrielles (11,8%), d'emplois industriels (9,4%) et d'investissement direct étranger. Aussi, un gain de sa part de marché au niveau mondial, passant de 0,06% en 2005 à 0,10% en 2014.

Ces bonnes performances et cette réussite tiennent à un ensemble de facteurs clés de succès s'articulant, notamment, autour d'une logistique performante (Port Tanger-Med, autoroutes,...etc.), d'une offre de formation conçue autour de Partenariat Public Privé, des plateformes industrielles intégrées de nouvelle génération et d'un appui public à l'investissement sous différentes formes (foncier, fiscal, financement...etc.). Aussi, grâce à l'installation du complexe industriel Renault-Nissan à Tanger, comme nous l'avons évoqué précédemment.

Le gain de la part de marché de ce secteur a été remarquable à partir de 2007 et s'explique par une contribution importante et positive de l'effet compétitivité élevée 0,193% et, dans une moindre mesure, par un effet spécialisation sectorielle 0,016%. Confirmant le positionnement du Maroc sur la carte mondiale de l'industrie automobile en tant que plateforme d'investissement, de production et d'exportation. Avec une production automobile dépassant 227 579 véhicules en 2014, contre seulement 18 546 véhicules en 2003. Le Maroc est devenu le deuxième producteur de véhicules en Afrique après l'Afrique du Sud, avec une part de marché de 35% en 2014, contre seulement 5% en 2003⁹.

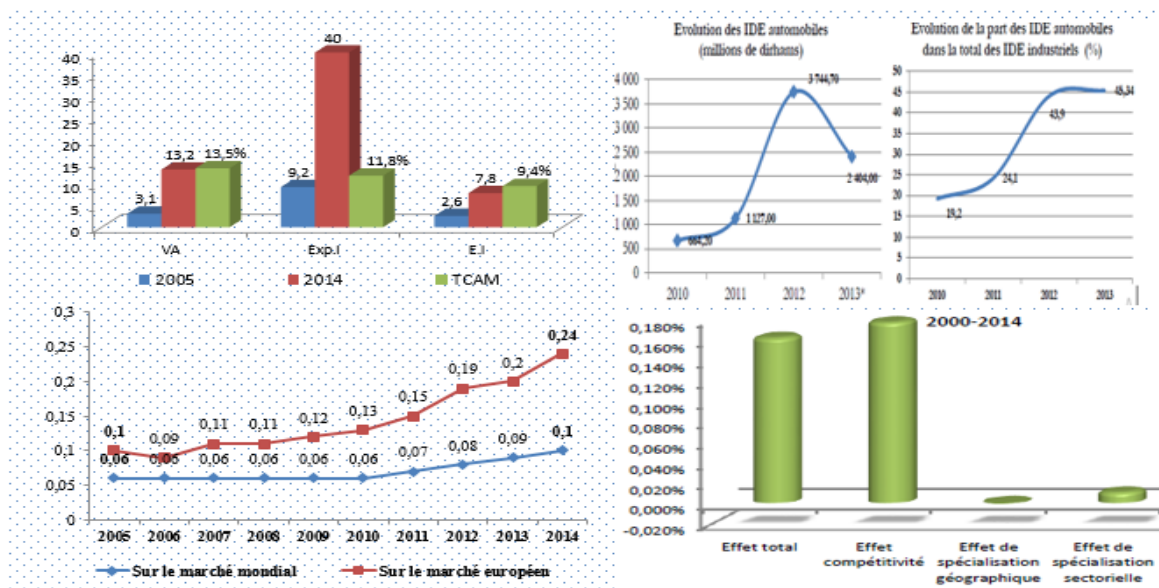


Fig. 4. Évolution des principales grandeurs économiques relatives au secteur de l'Automobile au Maroc entre 2005 et 2014 (En pourcentage)

Source: Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, élaboration de l'auteur.

3.2.4 SECTEUR DE L'AÉRONAUTIQUE

Le secteur aéronautique est considéré par le programme Émergence comme l'un des principaux Métiers Mondiaux du Maroc, il a connu un développement très soutenu au cours de ces dernières années, confortées par l'installation d'acteurs mondiaux à l'instar d'EADS Aviation, de Boeing et de SAFRAN. Un secteur orienté totalement vers l'export et constitué de près de 100 entreprises exerçant dans les activités de production, de services et d'ingénierie.

⁹ Étude de la DEPF « Décomposition de la compétitivité structurelle du Maroc », Mars 2016.

Notre analyse de ce secteur a révélé des performances remarquables au cours de ces dernières années. Le secteur a connu une croissance soutenue des exportations industrielle (17,5% par an), parallèlement, une forte progression de la production industrielle et de l'investissement industriel. Ainsi, qu'une dynamique affichée de l'emploi hautement qualifié dans ce secteur, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 10,3% sur toute la période.

Quant au chiffre d'affaire à l'export, il est doublé entre 2008 et 2014, avec un TCAM à deux chiffres. D'où le positionnement stratégique du Maroc dans ce secteur qui a un effet d'entraînement important sur d'autres industries et technologies de pointe, tels que l'électronique embarquée, le développement de logiciels, l'ingénierie et la défense.

En clos, la question qui se pose: c'est comment on va consolider les acquis du programme émergence dans ce secteur ? Dans la mesure où cette industrie est fortement exportatrice¹⁰, principalement en Europe et aux Etats-Unis et que les changements majeurs susceptibles d'affecter la carte industrielle classique, notamment, l'arrivée des concurrents Low-Cost, principalement la Chine et la Russie.



Fig. 5. Évolution des principales grandeurs économiques relatives au secteur de de l'Aéronautique au Maroc entre 2005 et 2014 (En pourcentage)

Source: Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, élaboration de l'auteur.

3.2.5 SECTEUR DE L'ÉLECTRONIQUE

Le secteur électronique a fait l'objet, dans le cadre du plan émergence lancé en 2005 et du PNEI (2009-2015), d'une stratégie nationale volontariste ayant pour objectif principal la construction d'un secteur électronique fort et compétitif par rapport aux pays concurrents directs. Cette nouvelle approche cible en priorité le développement de trois sous-secteurs liés à l'Électronique de spécialité: la mécatronique, l'électronique industrielle et l'électronique embarquée pour Automobile et Aéronautique. L'impact estimé est de 2.5 milliards de dirhams de PIB brut additionnels et de 9000 emplois directs à l'horizon 2015.

Note analyse des principaux indicateurs de ce secteur durant la période 2005-2014 a fait ressortir le constat suivant:

- Une croissance de l'emploi industriel dans le secteur, avec un TCAM de 9 %;
- Une augmentation du chiffre d'affaire à l'export ces dernières cinq années;
- Une évolution moyenne de la valeur ajoutée et de l'investissement industriel (5,3%);

¹⁰ En dépit des restrictions qui la sous-tendent, particulièrement dans le domaine militaire pour éviter la diffusion de certaines technologies sensibles.

- Une progression moyenne de l'investissement industriel (TCAM de 8%);
- Un faible TCAM des exportations industrielles, (2,2%) durant toute cette période.

En effet, ces résultats moyens peuvent être s'expliquer par quelque facteurs, notamment, la concentration du chiffre d'affaires du secteur de l'électronique auprès de deux fournisseurs:

STMicroelectronics (spécialisée dans les composants électroniques) et Lear Corporation Automotive Electronics Maroc (créé en 2011 dont la principale activité est la fabrication et exportation de cartes électroniques pour automobiles), et que la performance de ce secteur au Maroc est tributaire de la bonne tenue de l'activité de ces deux sociétés.

Quant au segment de l'électronique grand public, représenté par des petites entreprises qui n'arrivent même pas à dégager des chiffres. Ainsi, le secteur de l'électronique au Maroc présente des opportunités de développement plus importantes, mais mal exploitées (l'électronique dans l'automobile, l'aéronautique et l'industrie ferroviaire).

En fin, le secteur de l'électronique n'a pas bénéficié du développement remarquable que connaît actuellement le secteur de l'automobile au Maroc, qui peut jouer un rôle de locomotive de ce secteur. Une voix qui pourrait se poursuivre dans les années à venir, en rapport avec la mise en œuvre accélérée de la stratégie électronique nationale conçue dans le cadre du plan d'accélération industrielle (2014-2020).

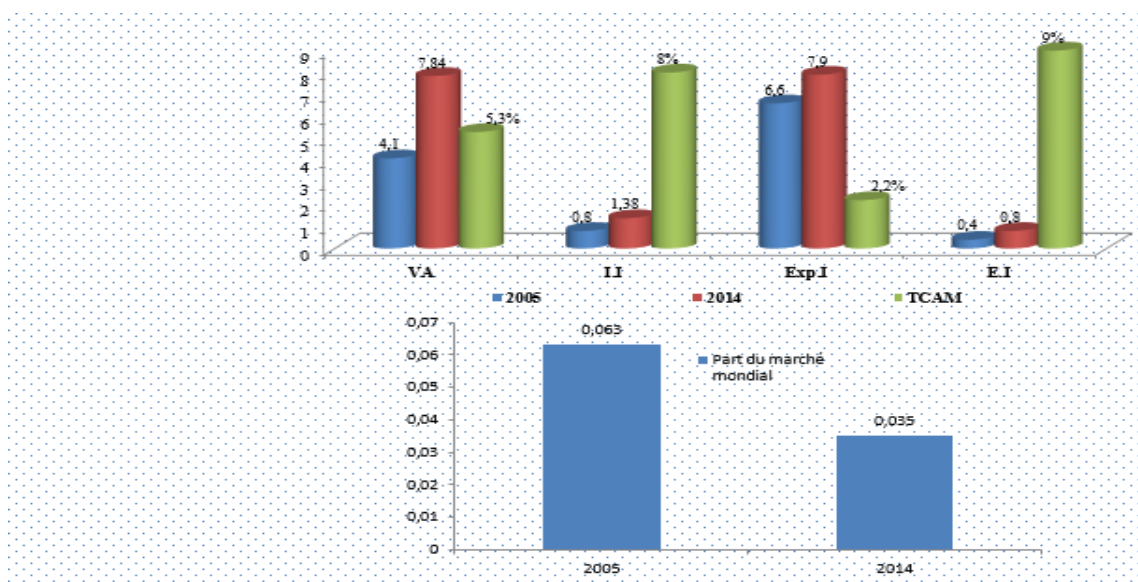


Fig. 6. Évolution des principales grandeurs économiques relatives au secteur de l'Électronique au Maroc entre 2005 et 2014 (en %)

Source: Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, élaboration de l'auteur.

3.2.6 SECTEUR DE L'OFFSHORING

Trois ans après le lancement de la nouvelle politique industrielle (Plan Émergence) en 2005, seul le secteur de l'offshoring qu'avait connu une avancée en matière d'implantation de nouvelles unités et de création d'emplois. Ainsi, le Maroc a amélioré le positionnement de ce secteur et par conséquent son apparition pour la première fois dans le classement en 2009 AT Kearney global services location index et son entrée dans le Top 30 de l'Offshoring¹¹.

Par ailleurs, notre analyse de quelques indicateurs du secteur fait révéler des résultats loin des objectifs escomptés par le pacte national pour l'émergence industrielle (2009-2015). En effet, le secteur de l'offshoring au Maroc a enregistré une croissance des exportations raisonnable, passant de 4,2 milliards de dirhams en 2008 à 7,4 milliards de dirhams en 2014, soit un taux de croissance annuel moyen de presque 7,1% durant ces sept dernières années.

¹¹DEPF « Le secteur de l'offshoring au Maroc : Les opportunités à saisir dans le marché de l'externalisation des services financiers », 2011.

Pour le reste, sur les 20 milliards de dirhams du chiffre d'affaires attendus en 2015, seulement 7,5 milliards de dirhams ont été réalisés en 2014. En niveau de l'emploi, le secteur a créé presque 61 000 emplois seulement en 2014 sur les 100000 emplois attendus en 2015.

Cependant, ces résultats médiocres, peuvent être s'expliquer d'une part, par le problème des ressources humaines qualifiés et les difficultés linguistiques de l'emploi disponible au Maroc. Car, notre pays souffre d'une capacité de formation insuffisante puisqu'il ne produit que 1,43 ingénieurs pour 10 000 habitants face à la concurrence de la Tunisie et des pays de l'Europe de l'Est qui forment respectivement 2,5 et 6 pour 10 000 habitants.

D'autre part, le Maroc doit réussir à multiplier le nombre de ses compétences qualifiées dans le secteur de l'offshoring, s'il veut faire face à une concurrence mondiale très intense menée par la Roumanie sur le marché francophone et par l'Inde sur le marché anglophone.

D'autres menaces, sont également à prendre en compte, et qui relèvent principalement de l'inflation salariale dans l'hypothèse d'un manque grandissant de profils de ressources humaines requis pour le développement du secteur qui risquerait d'impacter l'attractivité du Maroc dans le domaine des services financiers délocalisés.

Ce constat de fluctuation de compétitive des Métiers Mondiaux du Maroc et le faible positionnement de l'offre marocaine sur le marché mondial, nous amène à examiner les différents facteurs susceptibles de grever la compétitivité de l'industrie marocaine.

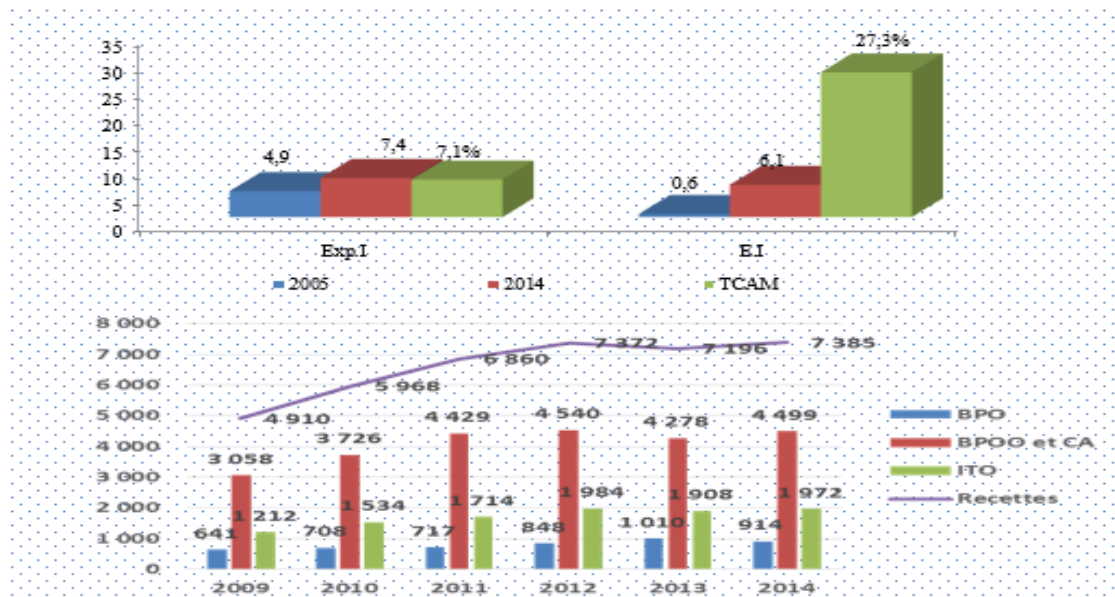


Fig. 7. Évolution des principales grandeurs économiques relatives au secteur de l'Offshoring au Maroc entre 2005 et 2014

Source: Données du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie Numérique, élaboration de l'auteur.

4 CONCLUSION

Nous pouvons conclure cet article et dire que la nouvelle politique industrielle au Maroc (plan émergence et le pacte national pour l'émergence industrielle) a joué un rôle très important de pouvoir générer une certaine dynamique industrielle dans les métiers mondiaux du Maroc. Nous avons constaté que les premiers résultats d'analyse globale des différentes grandeurs économique (la valeur ajoutée industrielle, la production industrielle, l'investissement, les exportations et l'emploi. etc.) ont enregistré une amélioration durant cette période (2005-2014), exception de l'année 2009 qu'ont été marquées par une régression, à cause de la crise financière internationale.

Par ailleurs, au niveau du marché international, en plus de la faible part du marché mondiale, on constate une stagnation de croissance sur la même période. Cela démontre que l'offre marocaine n'a pas su tirer profit de la croissance des échanges mondiaux, cet état de fait est en partie dû à la faiblesse des échanges intra régionaux et à une diversification relativement faible des partenaires commerciaux du Maroc. Aussi, elle s'explique surtout par la fragilité du positionnement de l'offre marocaine à l'export (des produits à faible valeur ajoutée), segments sur lesquels la compétitivité-prix est déterminante. Or l'analyse comparative de la compétitivité-prix de l'offre Maroc sur quelques catégories représentatives de produits montre que le Maroc

est généralement moins compétitif sur les prix que les pays comparables les plus performants selon les produits et les secteurs considérés.

Ainsi, l'analyse sectorielle, des métiers mondiaux du Maroc, nous a permis de constater que deux secteurs ont connus un développement notable durant cette période (l'automobile et l'aéronautiques) et demandent une consolidation de ses performances et des acquis du programme émergence. Deux autres secteurs ont connu une faible progression, on l'occurrence l'électronique et l'offshoring et nécessitent une stratégie d'accompagnement à moyen long terme. Quant au secteur de l'agro-alimentaire, une optimisation entre l'amont agricole et l'aval industriel s'impose. Tandis que les résultats d'analyse du secteur de textile et cuir posent un grand point d'interrogation et demande à penser d'urgence à un nouveau modèle de développement industriel de ce secteur.

Cependant, malgré les ressources mobilisées et les différentes réformes entamées dans le cadre de la nouvelle politique industrielle, un ensemble des contraintes transversales et institutionnelles constituent des obstacles pour le développement d'une base industrielle solide au Maroc. L'ensemble de ces contraintes structurelles est reproduit par: des limites de la bonne gouvernance expliquent les incohérences entre politique industrielle et politique commerciale, l'envoi des signaux contradictoires aux investisseurs étrangers, l'insuffisance de l'infrastructure technologique, la corruption, les lourdeurs de la bureaucratie, le poids du secteur informel, le poids de la fiscalité et l'amélioration difficile du climat des affaires...etc.

En clos, il est signalé que l'origine de la non compétitivité comparative de l'industrie marocaine est beaucoup plus systémique avant d'être fonctionnelle (clusters, filières).

REFERENCES

- [1] Aglietta M, (1997) «Macro-économie Internationale», Montchrestien.
- [2] Baudry B, (1993) « Partenariat et sous-traitance: une approche par la théorie des incitations », Revue d'économie industrielle, Vol. 66, 4e trimestre.
- [3] Bellon B et de Bandt J (1988) « la politique industrielle, in traité d'économie industrielle », Economica, p 841.
- [4] Billote P J (1997) «concurrence technologique et normalisation: enjeux publics et stratégies industrielles» AFNOR.
- [5] Cheval J (1983), « Un examen des politiques industrielles des pays de l'OCDE», Analyse de la SEDÉIS, juillet.
- [6] De Ville P (1995), « Compétitivité: concepts, mesures et enjeux », Revue problèmes économiques, n° 2433.
- [7] Demazière C (2006), « Décisions et mise en œuvre des politiques économiques: de l'État souverain au polycentrisme institutionnel», Cahiers français n°335.
- [8] Driouchi A et Djeflat A (2004), « Le Maroc dans l'économie de la connaissance: Enjeux et Perspectives ».
- [9] Evans Peter B (1995), « Embedded autonomy: states and industrial transformation», Princeton University Press,.
- [10] Faberger J et Verspagen, (B2002), « Technology Gaps, Innovation-diffusion and Transformation: an evolutionary interpretation», Research Policy.
- [11] Gaffard J (2012), « Compétitivité et développement industriel: un défi européen», OFCE et SKEMA Business School.
- [12] Lassudrie-Duchene B (1971), «La demande de différence et l'échange international ». Économie et Société, Cahiers de l'ISEA, tome V, n°03.
- [13] Laussel D, Montet C (1991), «Les liens entre politique industrielle et politique commerciale: principes fondamentaux et développements récents», Revue d'économie industrielle, Vol 55.
- [14] Morvan Y (1991), « fondements d'économie industrielle» Economica.
- [15] Niosi Jorge, Bellon Bertrand. (1995), « Une interprétation évolutionniste des politiques industrielles » Revue d'économie industrielle, Vol. 71, 1er trimestre.
- [16] Robinson James A (2010), « Politique industrielle et développement: analyse en termes d'économie politique », Revue d'économie du développement.
- [17] Van Ha NGUYEN (2011), « Stratégie d'industrialisation et compétitivité de l'économie Vietnamienne ».